



**Revue de presse des Sans-Chemise
- 02 octobre 2008**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication- Sans-Chemise

.....
**Coalition des Sans Chemise en Abitibi-Témiscamingue, 2 octobre 2008 -
Communiqué de presse de la Coalition des Sans Chemise en Abitibi-
Témiscamingue**

Ce message s'adresse à tous les travailleurs, travailleuses, employeurs cotisants et cotisantes de la caisse de l'assurance-emploi et aux chômeurs, chômeuses sans-emploi de l'Abitibi-Témiscamingue.

Vous avez pu voir depuis deux semaines des milliers de pancartes affichés partout dans les régions du Québec des sans chemise qui disait *57 MILLIARDS DE SURPLUS ... RIEN POUR LES CHÔMEURS.*NOS VOTES VONT PARLER!

Regarder bien cette pancarte c'est vous, c'est moi, vos familles, les victimes d'un régime d'assurance-emploi dépassé, désuet qui ne rend plus admissible les travailleurs et travailleuses aux prestations de l'assurance-emploi, ce régime qui a été créé en 1940 pour protéger les travailleurs, travailleuses en leurs assurant une sécurité économique entre deux emplois, c'est-à-dire en période de chômage.

Nous l'avons dit et répété à satiété qu'à cause des fréquentes réformes faites dans

la loi de l'assurance-emploi depuis de nombreuses années ce régime ne protégeait plus personne et même réduisaient l'admissibilité aux prestations pour un grand nombre de gens au travers du Canada, regarder bien cette pancarte elle est criante de vérité,c'est toutes les familles qui ont du subir les réformes de cette loi l'assurance-emploi et ils sont des milliers à avoir souffert de ce régime désuet.

Ils sont des milliers à travers le Canada à ne pas être admissible à l'assurance-emploi derrière ces familles il y a des drames, du désespoir, des cris, de la douleur, de la peur du lendemain,il y a la MORT,oui la mort sous l'apparence du suicide, nous bannissons les génocides,les guerres, nous les dénonçons et intervenons.

Alors pourquoi ne pas dénoncer aussi ce GÉNOCIDE, ce DRAME HUMAIN que tous vivent en silence jour après jour, pourquoi! Parce que ce n'est pas vendable, pas politiquement correct et pourtant il faut le dire, le pointer du doigt, le dénoncer, car sur tous les gouvernements en place depuis 1990 on a RIEN fait pour les Chômeurs et Chômeuses seulement accentuer des préjugés de toutes sortes à leurs endroits.

COMBIEN DE FOIS! n'avons nous pas entendu l'expression de préjugés, les propos haineux des conservateurs à l'endroit des travailleurs, travailleuses, chômeurs ,chômeuses, ces gens croient que l'assurance-emploi est une *retraite dorée*, un mode de vie*, une façon d'être des chômeurs, chômeuses. Ils catégorisent ainsi, sans gêne aucune, une partie importante de la population travailleuse,aux prises avec des problèmes conjoncturels de chômage.

Ce parti conservateur, s'il devait accéder à la majorité gouvernementale, n'hésiterait probablement pas à obliger des travailleurs , travailleuses à quitter leur domicile,leur lieu de vie et leur région pour déménager vers d'autres régions canadiennes, là où il y a besoin de main-d'oeuvre, par exemple dans le Nord de l'Alberta.

Ce parti conservateur, s'il devait accéder à la majorité gouvernementale, n'hésiterait pas longtemps à répondre favorablement au lobby patronal qui fait des pieds et des mains pour que la cotisation patronale soit diminuée et nivelée avec la cotisation des travailleurs (depuis longtemps la cotisation patronale est de 1,4 de la cotisation du salarié).

Nous en somme venus à la conclusion qu'il n'y aura pas d'améliorations au régime d'assurance-emploi et cela-ils nous l'on prouvé en ACCORDANT PAS le MANDAT ROYAL pour le projet de loi C-269 qui bonifiait et apportait des changements pouvant rendre admissible les travailleurs et travailleuses en pertes

d'emploi et même plus une caisse autonome gérer par les employeurs et les travailleurs ,travailleuses. SEULS LES TROIS PARTIS D'OPPOSITIONS ON APPORTER DANS LEURS PROGRAMMES ÉLECTORAUX DES BONIFICATIONS POUR LE RÉGIME DE L'ASSURANCE-EMPLOI (NPD, LIBÉRAL, BLOC QUÉBÉCOIS) Leurs mépris (conservateur)   l'endroit des travailleurs et travailleuses est légendaire.

N'oubliez surtout pas! que 46.5% sont admissible présentement à l'assurance-emploi QUE ce sont des familles monoparentales qui en souffrent présentement de ne pas être ADMISSIBLE à l'assurance-emploi et la plupart sont des femmes avec des enfants, c'est indécent, abjecte.

Ce parti, qu'il soit dans l'opposition ou qu'il forme un gouvernement minoritaire ou majoritaire est dans son essence même opposée à toute forme de bonification de ce régime. Pire, nous craignons, à juste titre,qu'un éventuel gouvernement conservateur majoritaire n'en vienne encore à imposer d'autres formes de compressions.

Pire encore! Ils n'ont aucune intention de rembourser la dette de 57 milliards que le gouvernement pr c dent libéral et cette partie conservateur en place administre en VOLANT CARRÉMENT, EN PERPÉTUANT CE DÉTOURNEMENT DE LA CAISSE DE L'ASSURANCE-EMPLOI QUI APPARTIENT AUX COTISANTS ET COTISANTES malgré que le Ministre Golbert en mai 2008 affirmait devant le comité des ressources humaines qu'il y avait vraiment eux un détournement de la caisse d'assurance-emploi et que c'était le plus gros scandale financier du xx1 siècle et que son gouvernement devait commencé à parlé de remboursement des 57 milliards qu'ils devaient aux cotisants cotisantes et que le Conseil du trésor était en dette de 57 milliards et qu'il devait le remboursé aux cotisants, cotisantes ,alors tous lui on proposer de rembourser cette dette en éjectant les surplus par tranche au besoin dans la fameuse société d'état créer pour administrer la caisse et en faire sa gestion .LEURS RÉPONSES RIEN!RIEN!

Ne vous TROMPEZ PAS TOUS CECI NE QUE DE LA POUDRE AUX YEUX, ils n'ont JAMAIS eux l'Intention de faire que ce soit c'est à dire RIEN !RIEN !RIEN! pour personne et encore moins les Chômeurs, Chômeuses, les travailleurs, travailleuses et c'est ce Gouvernement avec un virement à droite très dangereux pour tous qui ose nous demander un MANDAT MAJORITAIRE, MÊME MINORITAIRE C'EST ENCORE TROP POUR UN TEL GOUVERNEMENT QUI SE MOQUENT DE TOUS ET NOUS RIE CARREMENT EN PLEINE FACE.

NOUS NOUS ADRESSONS   VOUS TRAVAILLEURS,TRAVAILLEUSES,

CHÔMEURS, CHÔMEUSES DE NOTRE RÉGION QU'IMPORTE OU VOUS ÊTES, 'QU'IMPORTE OÙ VOUS VENEZ! ALLEZ AUX URNES LE 14 OCTOBRE ET FAITES PARLER VOTRE VOTE!. CAR VOUS SAVEZ QUE NOUS DISONS LA *VÉRITÉ*

M.Laurier Gilbert Porte-parole de la coalition des sans chemise en Abitibi-Témiscamingue,1-819-874-6649

Radio-Canada (Estrie, Mauricie, Centre), 2 octobre 2008 - Gouvernement conservateur majoritaire : La CSN se dit inquiète

Les représentants de la CSN en Mauricie et au Centre-du-Québec mettent en garde leurs membres contre la possibilité que le Parti conservateur forme un gouvernement majoritaire à l'issue de la présente élection. La centrale syndicale estime notamment que cette formation prône des politiques qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs, des femmes et de l'environnement.

Bien qu'il refuse de dire à ses 17 000 membres pour quel parti voter, le président intérimaire de la CSN Coeur-du-Québec, Michel Angers, les invite à voter de façon stratégique pour barrer la route aux candidats de Stephen Harper.

La centrale syndicale considère notamment que le gouvernement Harper n'a pas fait ce qu'il fallait avec le surplus de 57 milliards de dollars dans la caisse de l'assurance-emploi. « C'est une diminution importante de l'accessibilité, une diminution importante des prestations d'assurance-chômage. D'aucune façon, ils ont fait en sorte que les 57 milliards de dollars soient remis pour bonifier l'ensemble de ces protections (sic) », déplore Michel Angers.

La CSN soutient, de plus, que les conservateurs sont demeurés insensibles aux crises qui ont affecté le textile et la forêt, deux secteurs importants pour l'économie régionale.

Radio-Canada (Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine), 2 octobre 2008 - Vigoureux échanges

Les cinq candidats en lice dans Gaspésie-Les Îles ont participé, mercredi, à Bonaventure, au traditionnel débat organisé par la radio CHNC de New-Carlisle.

Les discussions ont donné lieu à de nombreuses attaques entre les divers candidats sur des enjeux locaux comme l'assurance-emploi, l'entretien des petits ports de pêche.

Les discussions sur le thème des infrastructures ont entre autres suscité les commentaires les plus vifs. Le candidat du Parti vert, Julien Leblanc, a été, sur ce sujet, mordant tous les gouvernements précédents: « Durant les 20 dernières années, sur la plupart des quais, le seul investissement qui a été fait, c'est la pancarte pour dire: attention, c'est dangereux. »

Le candidat libéral, Denis Gauvreau, a plaidé pour une amélioration des infrastructures récréatives et de transports. Il estime que la région a besoin d'investissements importants dans ces secteurs: « Je suis tanné d'entendre parler de quelques milliers de dollars. La Gaspésie a besoin de centaine voire de millions de dollars. »

Bloquiste vs conservateur

Les échanges ont souvent tourné en duel entre le conservateur, Darryl Gray, et le candidat bloquiste et député sortant, Raynald Blais. Le dossier de l'assurance-emploi a notamment suscité quelques escarmouches entre M. Blais et M. Gray qui a aussi été député de la circonscription sous le gouvernement Mulroney.

Le conservateur Darryl Gray

Selon le bloquiste, les conservateurs trompent les électeurs dans le dossier de l'assurance-emploi: « C'est comme si le pyromane qui a allumé le feu nous annonçait tout d'un coup qu'il devenait pompier. Parce que les premières coupures à l'assurance-chômage, c'est dans le temps de Darryl Gray. »

Le candidat conservateur n'a pas esquivé l'assaut. Je trouve ça drôle, a-t-il rétorqué, que d'un côté, M. Blais accuse le gouvernement de compressions et que du même souffle, il vienne nous dire c'est lui qui est allé chercher de l'argent pour les programmes dans l'assurance-chômage.

M. Gray a rappelé que le Bloc était un parti d'opposition: « Depuis 18 ans, on a un membre du Bloc qui nous représente, et ils sont là pour bloquer et non pour débloquer. »

Environnement

En matière d'environnement, M. Gray a dû défendre la plate-forme de son parti devant les offensives du libéral, Denis Gauvreau et du vert, Julien Leblanc.

Julien Leblanc du Parti vert

Tous ont défendu les positions de leur chef respectif. « La Sierra Club a nommé le premier ministre Mulroney le plus vert et on va nommer M. Harper pour la même chose », a affirmé le conservateur. Ce, à quoi le candidat vert a répondu: « Si un jour Stephen Harper est nommé le premier ministre le plus vert, c'est parce qu'il sera malade! Il n'aura absolument rien fait. »

De son côté, Denis Gauvreau a tenté de faire valoir l'autorité de son chef Stéphane Dion en matière d'environnement. « La réunion de Kyoto allait s'avérer un échec, M. Dion en a fait un succès », a-t-il rappelé.

Pour sa part, le candidat du NPD, Gaston Langlais, a critiqué le désintéret de certains partis politiques dans la région de la Gaspésie. « Tous les projets sont systématiquement sabotés. Il n'y a pas de volonté politique que ce soit les libéraux ou les conservateurs », a soutenu M. Langlais.

Une quarantaine de personnes, souvent des partisans et des organisateurs politiques, ont assisté au débat.

Radio-Canada (Abitibi-Témiscamingue), 1er octobre 2008 - Sans-Chemise : Quoi de mieux que la campagne électorale

La coalition des Sans-Chemise, qui milite pour une meilleure gestion de la caisse de l'assurance-emploi, a décidé de s'impliquer activement dans la présente campagne électorale. « 57 milliards de surplus...rien pour les chômeurs », son slogan, se retrouve maintenant sur des dizaines d'affiches disposées un peu partout dans la région.

Ce n'est pas la première fois que l'organisme s'implique dans une campagne électorale. Cette année par contre, la coalition, ainsi que le Regroupement des sans-emploi de l'Abitibi-Témiscamingue, veulent lever le ton d'un cran.

« Dans cette campagne électorale, on veut barrer la route aux conservateurs parce qu'on sait qu'on n'a rien à attendre de ce régime-là.

On sait que s'ils deviennent majoritaires ils vont encore, comme l'ancien gouvernement libéral, nous imposer des restrictions dans la loi de l'assurance-chômage » affirme Laurier Gilbert, le porte-parole régional des Sans-Chemise.

La coalition des Sans-Chemise réclame une amélioration importante de l'accessibilité au régime de l'assurance-emploi, l'augmentation du taux des prestations, une période de prestations allongée de cinq semaines, une réelle caisse autonome et l'abolition du délai de carence, qui ne permet pas à un chômeur de recevoir des prestations les deux premières semaines qui suivent la date de l'arrêt de travail.